

■ Opinion |

Plutôt Marlow que Maigret

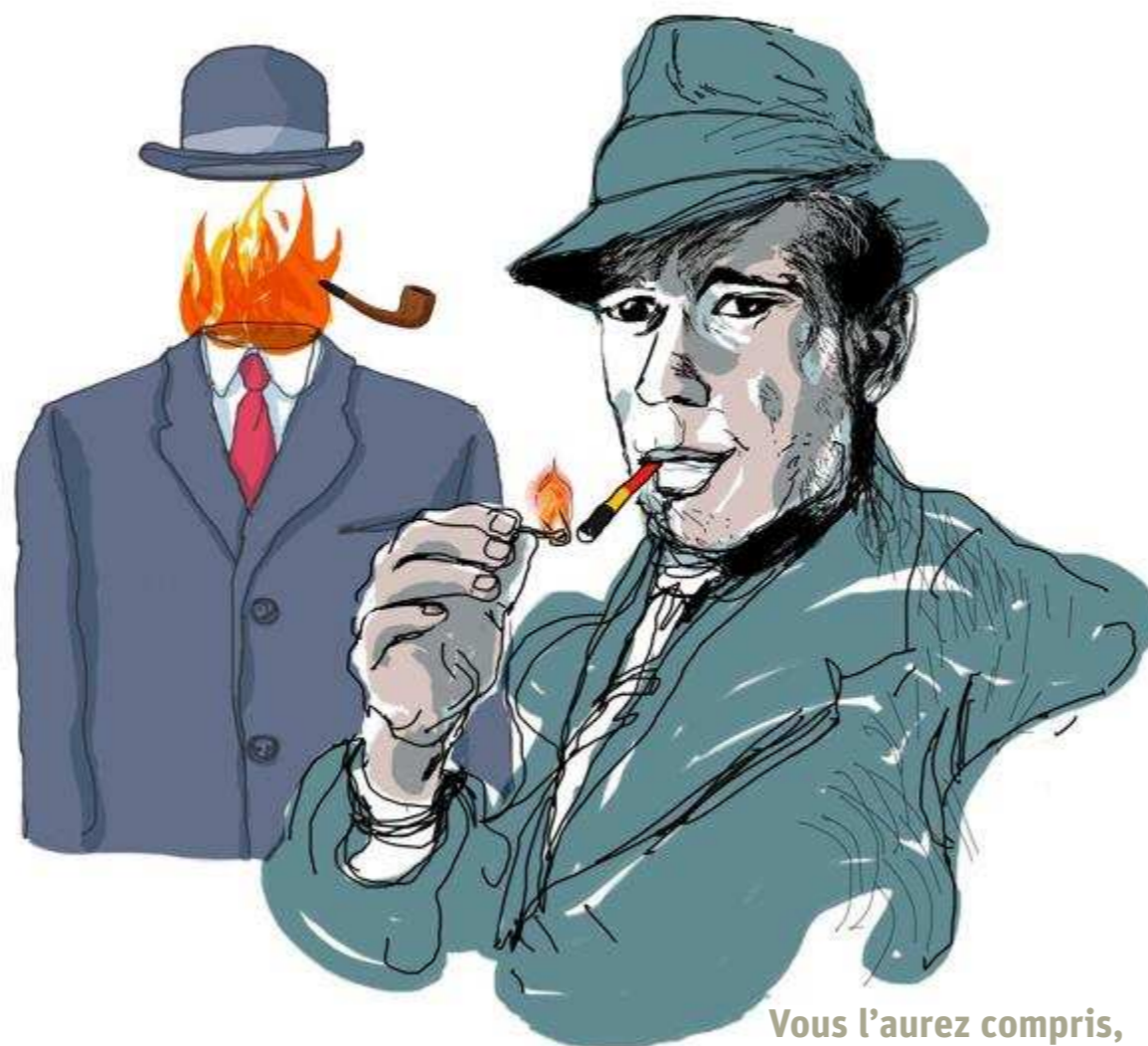
Pour le Ressort Institut : Marc Lere-nard, Yvan Delacouil, Bruno Mon-thomme, Michel Modripaigne, Jean Leanri, Emmanuel de Calamité

► Ce texte aborde la libéralisation de la sécurité; il se réjouit des privatisations des services publics, et va jusqu'à laisser la direction de l'Etat à des gens capables, formés et responsables.

We have a dream. Celui où nous vivions dans une Belgique enfin libre. Libre des carcans étatiques qui freinent dans tous les domaines l'initiative privée, seul moteur d'une société moderne créatrice de richesses. Notre rêve est déjà en marche. Depuis une vingtaine d'années, dans de très nombreux domaines, des avancées significatives allant dans le bon sens se sont réalisées. En fait, depuis que les bien mal nommées "démocraties populaires" se sont effondrées, à bout de souffle d'un système politique et économique responsable de millions de morts. Sans parler du désastre humain d'avoir empêché pendant près d'un demi-siècle à 1/3 de la planète de pouvoir bénéficier des avancées technologiques et d'un niveau de vie décent dont les Occidentaux ont pu jouir. Loin des propositions irréalistes que nous lisons encore trop souvent sous la plume du dernier quarteron de marxistes refusant, comme tous ceux qui sont aveuglés par leur foi et la croyance envers les écrits sacralisés de leur gourou, de reconnaître leur erreurs, le rêve que nous avons fait est à portée de main. Faisons dès lors quelques propositions concrètes à titre d'exemple, à partir des réalités de la Belgique de 2012 et dont il ne faut que prolonger la logique jusqu'à son aboutissement en levant

les éventuels derniers tabous qui ne servent plus qu'à protéger ceux qu'ils nourrissent. Commençons par la sécurité, ce premier droit dont l'ensemble des Belges voudraient pouvoir bénéficier, mais dont les médias rappellent fort à propos quotidiennement combien l'Etat est incapable de l'assurer. Incapable car il se refuse, en raison du blocage purement idéologique des partis de gauche, à laisser l'expertise du privé s'exercer en toute liberté. Nous ne désirons évidemment pas privatiser les services de police. Mais il est clair que trop de fonctionnaires de

police sont accaparés par des démarches administratives, au demeurant bien trop nombreuses et compliquées, au lieu d'être dans les rues pour protéger les honnêtes citoyens. L'ensemble de la gestion de la paperasse pourrait être confié à des prestataires de service dans le milieu du secrétariat. En outre, le contrôle des stationnements, des radars routiers, des caméras de surveillance et d'autres missions du même type pourrait facilement être sous-traité à des firmes spécialisées, travaillant avec du personnel spécialement formé pour des tâches précises et



Vous l'aurez compris, ce texte est une satire des dérives du libéralisme économique. C'est une démonstration par l'absurde des dangers qui pèsent sur nos démocraties si nous décidons de nous laisser diriger par une "élite" financière.

motivé par une rémunération liée au résultat. Outre que cela libérerait du personnel, cela rapporterait de l'argent à l'Etat via l'appel d'offre qui serait organisé pour attribuer les concessions.

L'exemple des stades de football est ici à suivre et à étendre. Tout comme le fait de pouvoir payer une amende au lieu d'aller engorger des tribunaux qui peuvent ainsi se pencher sur les vrais problèmes des gens. Et pour les transports de fonds, dont les escortes mobilisent des unités spéciales, les convoyeurs devraient pouvoir être armés proportionnellement à l'armement des malfrats.

Notons ici au passage qu'un vrai débat sur la légitime défense et le port d'armes devrait pouvoir un jour enfin se tenir en Belgique. Et déboucher sur une plus grande confiance envers les honnêtes gens. Ce serait également au passage un moyen de soutenir un secteur de l'armement séculaire en Belgique et ainsi arrêter cet héritage du siècle passé qu'est une entreprise de production nationalisée. Nous pensons évidemment à la FN-Herstal, comme par hasard d'ailleurs au hit-parade de la gréviculture wallonne.

Mais nous osons aller plus loin, et les récentes nouvelles grèves sauvages dans les aéroports et les prisons nous ont encore rappelé combien le statut ultra-privilegié des fonctionnaires était une entrave lourde au bon fonctionnement des services que le contribuable peut attendre au vu de l'importance du taux d'imposition qui pèse sur lui en Belgique.

Comme pour les policiers, et comme c'est déjà le cas pour tous les autres services, le contrôle des passeports dans les aéroports pourrait être confié aux sociétés déjà accréditées à fouiller les passagers lors des contrôles des bagages. Pour les prisons, l'exemple américain devrait être suivi avec une privatisation de celles-ci. Ce qui aurait également pour avantage que les prisonniers ne seraient plus une charge pour la société car ils financeraient leur séjour en travaillant durant leur

peine. Ce qui favoriserait d'ailleurs ensuite leur réinsertion, ce qui se pratique déjà actuellement pour un salaire de 160€ par mois.

Ce travail obligatoire au service de la société devrait également être d'application pour les chômeurs qui profitent à vie du système financé par celles et ceux qui se lèvent tôt chaque matin. Cela permettrait également de décharger le Forem ou Actiris d'une série de leurs missions qui pourraient être confiées aux agences d'interim dont l'optimisation des compétences et le placement de travailleurs sont le core business. A nouveau, un service plus efficace serait ainsi rendu tout en permettant de faire de salutaires économies sur le budget de l'Etat.

Ce ne sont là que quelques exemples d'une évolution indispensable de notre société vers moins de carcan étatique. Et notre rêve pourrait continuer avec une Belgique qui s'engagerait enfin dans la voie du progrès et suivrait les exemples de l'Italie et de la Grèce en confiant à des experts la gestion de l'Etat et plus à des personnes parfois sans véritable formation adéquate et obligées de développer le clientélisme pour assurer leur carrière.

Et posons-nous une dernière question, sans tabou mais avec bon sens et pragmatisme. Comme l'a soulevé fort justement la FEB, les élections sociales coûtent cher aux entreprises de notre pays, entreprises dont la compétitivité est déjà lourdement handicapée par les nombreuses charges qui pèsent sur elles de la part d'un Etat où règnent la rage taxatoire et les prébendes des syndicats qui s'engraissent sur les assurances sociales. Et, absurdité du système, ce processus coûteux débouche sur l'élection de personnes qui n'auront de cesse de freiner la bonne marche des entreprises. Et donc posons la question : ne devrait-on pas supprimer les élections (sociales ou autres) et laisser la direction de l'Etat à des gens capables, formés et responsables. Et qui, déjà riches, ne seraient pas corruptibles.